

**II<sup>e</sup> CONFERENCE INTERNATIONALE  
DU RESEAU « FORMATION AGRICOLE ET RURALE » (FAR)  
« Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de  
formation rurale pour le développement »  
TUNIS – 19 au 23 mai 2008**

*Intervention de M Jean Bosco BOUYER, ministère des Affaires Etrangères et Européennes, DGCID /  
Direction des Politiques de Développement / Bureau des politiques éducatives et de l'insertion  
professionnelle*

Mesdames et messieurs,

Le ministère des affaires étrangères et européennes, au nom duquel je m'adresse à vous en ce début de conférence, a soutenu, dès son origine, le réseau FAR et se félicite de voir, aujourd'hui, le chemin parcouru entre Ouagadougou et Tunis.

Je ne reviendrai pas en détail sur les travaux pendant ces deux années : les études, les ateliers, les visioconférences, le site électronique et la bibliothèque virtuelle. Je veux juste dire qu'il fallait absolument réfléchir ensemble à cette question de la formation professionnelle et technique en milieu rural, avec le plus de pays possible et avec le plus d'acteurs diversifiés possible :

- réfléchir à la place de la formation professionnelle et technique au sein des politiques de développement, notamment des politiques agricoles et des politiques éducatives ;
- réfléchir à des dispositifs de formation agricole et rurale, à leur nature, leur mission, leur cadre de pilotage ;
- réfléchir à la soutenabilité des dispositifs pour pouvoir former à des coûts supportables le plus grand nombre de producteurs et de productrices.

C'est ce qui a été engagé depuis la première conférence de Ouagadougou : vaste chantier, loin d'être achevé.

Permettez-moi de saluer ceux qui, aujourd'hui, rejoignent le réseau FAR pour participer à ce chantier et y apporter leur expérience et leur originalité. Je salue particulièrement les membres de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie qui ont rejoint le Réseau cette année, ce qui explique la valeur symbolique d'une seconde conférence à Tunis, ville « trait d'union » entre les cultures d'Afrique et les cultures d'Europe.

Ceci étant dit, j'aborde ce que les organisateurs m'ont demandé : faire un point sur l'actualité « de la formation professionnelle ».

La grande idée à retenir : la formation professionnelle monte de façon considérable sur l'agenda international.

Ceci est essentiellement dû aux résultats enregistrés par le continent africain suite aux engagements de la conférence mondiale sur l'éducation pour tous de (Jomtien-1990), du forum de Dakar (2000) et de ceux du millénaire la même année : le taux brut de scolarisation s'établit à 98% en 2004 contre 78% en 1990 ; deux enfants sur trois atteignent la fin du cycle primaire aujourd'hui contre moins d'un en 1990 ; un enfant sur deux accède au secondaire général<sup>1</sup>. On perçoit parfaitement l'ampleur des cohortes de jeunes que les pays africains ont à insérer socialement et professionnellement. La transition démographique n'étant pas encore atteinte pour la plupart des pays du continent, ces cohortes continueront à croître. Dans ce sens, les pays concernés s'interrogent et interrogent la communauté internationale sur le post-primaire.

---

<sup>1</sup> Dans le résumé exécutif de « Dakar + 7 : éducation pour tous en Afrique » 2007, UNESCO

L'OIF anime un dispositif d'appui à la réflexion stratégique en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle dans l'espace francophone. Monsieur Alphaba BAYO vient d'en parler.

L'OCDE, en partenariat avec la Banque Africaine de Développement, a mis en place un groupe de travail sur le « *Développement des compétences techniques et professionnelles en Afrique* ». Ces travaux sont croisés avec ceux qui portent sur l'immigration.

La Banque Africaine de Développement lance un programme d'appui à l'enseignement professionnel dans le supérieur. Mais, comme nous avons pu le constater lors de rencontres à l'OCDE, à la FAO ou à l'ADEA, elle reste demandeuse de propositions pour des appuis sur d'autres types de formation professionnelle.

L'OIT renforce ses programmes d'appui au dialogue social sur la formation professionnelle afin de renforcer les liens entre formation, besoins des entreprises, travail décent et protection sociale. Pour l'OIT la formation n'a pas seulement une dimension technique mais également éducative et citoyenne.

L'Union Européenne réserve sur le 10<sup>ème</sup> FED 285 millions d'euros pour des appuis budgétaires dans le secteur de la formation professionnelle et de l'emploi.

Le Groupe d'Expert de la Formation Professionnelle (GEFOP) a réuni en novembre 2007 dans les locaux de l'UNESCO, plus de 300 personnes venues de 30 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. La conférence, sous-tendue par la problématique de l'insertion professionnelle des jeunes sur le marché du travail, a traité de trois thèmes de travail : la formation professionnelle en secteur informel, la formation professionnelle en milieu rural - thème pour lequel le réseau FAR a apporté une forte contribution – et le financement de la formation professionnelle. La prochaine conférence du GEFOP se tiendra à Berlin en octobre 2008. Le choix du thème « *la formation professionnelle : élément à part entière du secteur éducatif* » est encore débattu au sein du GEFOP. Ce dernier souhaite élaborer un argumentaire afin de convaincre la Banque Mondiale d'intervenir en faveur de la formation et pas seulement orienter ses budgets « éducatif » vers l'enseignement supérieur.

On passera rapidement sur le séminaire FAO-ADEA pour préparer la Biennale de l'association du développement de l'éducation en Afrique (ADEA), séminaire pendant lequel le Réseau FAR a été très actif pour demander que le secteur rural puisse être un sujet au sein du thème « post primaire » retenu pour la Biennale.

La FAO, avec son programme d'éducation pour les populations rurales réclame la parité d'accès à l'école entre villes et campagnes, plus sur le plan de l'équité que sur ceux liés aux enjeux de production et de développement durable. Mais sur ce point des évolutions sont à attendre de sa part au regard du Rapport de la Banque Mondiale sur « *L'agriculture au service du développement* » et bien entendu de l'actualité, je veux parler de ce premier choc alimentaire mondial que nous vivons.

La Biennale de l'ADEA qui s'est déroulée à Maputo du 5 au 8 mai c'est : 600 personnes ; l'ensemble des pays d'Afrique représentés ; plus de 30 ministres. A propos de la formation professionnelle, les Etats souhaitent s'y investir et mettent en avant la responsabilité des pouvoirs publics pour assurer la coordination nationale, l'ouverture partenariale et les voies de la décentralisation. Mais Monsieur Mamadou Ndoye, Secrétaire Général de l'ADEA, vous en parlera en fin de conférence, mieux que je ne saurais le faire.

Enfin, le ministère français des affaires étrangères et européennes, anime un groupe de travail avec l'ensemble des acteurs de la coopération française pour une stratégie globale « *éducation formation insertion* ». L'objectif d'une telle stratégie est évidemment de redéfinir les axes d'appui au secteur éducatif dans son ensemble, en définissant des priorités géographiques et sous sectorielles mais également de déplacer le curseur budgétaire de l'aide publique au développement en faveur de l'éducation et de la formation.

Entre autres, mais de façon prégnante, se pose au groupe de travail la question du partenariat entre acteurs publics et privés dans l'orientation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques éducatives et donc la question d'un cadre de gouvernance plus ou moins autonome - l'Etat garantissant le cadre - dans lequel les acteurs contribuent à la régulation du système. Il s'agit de questions à forte résonance

politique : le rôle des acteurs dans les grands choix concernant la gestion des flux à former et le financement de cette formation.

En conclusion, permettez-moi une impression personnelle :

- si l'on peut être satisfait de voir progresser sur l'agenda international le dossier de la formation professionnelle,
- si l'on peut être satisfait de voir la formation agricole et rurale prendre sa place dans le débat sur la formation professionnelle en générale,
- la formation professionnelle est souvent traitée par des économistes qui raisonnent en terme de marché du travail et d'insertion et cela m'interroge.

Si le lien formation/insertion est certes déterminant, notamment dans les secteurs industriel et des services, y compris des services para agricoles - ce n'est pas forcément la première préoccupation dans le domaine de la formation agricole qui pose plus le besoin de qualification que d'insertion – l'insertion étant assurée, par nature, pour des jeunes majoritairement installés - ou en voie d'installation - sur des terres familiales.

Du coup, on ne raisonne plus la formation en millier à partir de besoins sous sectoriels d'insertion mais en dizaine de millier à partir de besoins de qualification qui « impactera » sur l'augmentation de la productivité agricole, sur la gestion raisonnée des ressources et sur l'intégration des exploitations familiales africaines dans l'environnement mondial.

C'est bien là le sujet de cette conférence : le rôle et la complémentarité des acteurs pour expliquer et défendre la spécificité de la formation agricole et rurale qui ne peut avoir un impact réel que si elle touche le plus grand nombre de producteurs et de productrices.

Je vous remercie de votre attention.